



Le 21 janvier 2021

Déclaration préalable – CTL suppressions d'emplois 2ème convocation

Monsieur le Président,

Cela fait maintenant plus de 10 mois que la France vit au rythme des gestes barrières, de confinements en couvre feu. 10 mois que le sport amateur, la culture, la gastronomie, la convivialité, bref les plaisirs et loisirs, sont mis en suspens, la faute au COVID 19.

Mais pas que... les politiques successives de suppressions de postes et structures dans la Fonction Publique, et notamment l'appauvrissement de notre système hospitalier (lits de réanimation, mais aussi fermeture de maternités, d'hôpitaux, d'urgences, de stocks stratégiques) y sont pour beaucoup dans cette histoire. L'État est donc fortement responsable de la situation actuelle, y compris Monsieur MACRON qui était au gouvernement lors de la précédente présidence.

Cette même personne nous promettait un monde d'après la crise différent et plus solidaire.

Certes la crise n'est pas finie et la Covid-19 est bien installée mondialement, mais on peut définitivement douter de ces paroles... Car que fait-on pour préparer le monde d'après ?

Eh bien on continue la destruction des services publics à tous niveaux, et de la DGFIP avec -1800 postes,

Sans compter les ruptures conventionnelles qui sont des suppressions qui n'avouent pas leurs noms...

On distribue des primes aux agents hospitaliers (ou un mug) ou aux agents de la DGFIP mais pas à tout le monde et pas du même montant, histoire de bien foutre le bazar.

Une revalorisation digne de ce nom pour les personnels de la Fonction Publique, et de la DGFIP, ce serait trop demander plutôt que ramasser des miettes de pain rassis ?

Car apparemment du pognon on en sort, on en a, on en distribue. Mais qui détient le chapeau magique, et où sont passés les lapins ?

Nous ne sommes pas dupes, les gens, nous, ceux qui ont du mal à finir leur mois, ceux qui se retrouvent au chômage ou en difficulté car non-essentiels, nos enfants ? ceux qu'on force à porter des masques toute la journée et à se brûler les mains à chaque heure de cours, alors même que la distanciation est très discutable voire inexistante dans beaucoup de collèges bondés, leurs futurs enfants, tous vont subir l'après et vont devoir régler la dette astronomique qui se profile, à moins de changer complètement de modèle économique et sociétal.

Le tout dans un monde qui se réchauffe inexorablement puisque le profit est plus important que le bien-être de la Planète.

Donc voilà, on commence 2021 comme on a terminé l'année 2020 : MAL avec beaucoup de mal-être et d'incertitude.

Le NRP est arrivé, la DGFIP a déjà commencé à « rationaliser » pour reprendre vos propos dans le Dauphiné et dans lesquels vous disiez que la CGT était contre toute forme de rationalisation...

Si rationaliser c'est avoir moins de services pour les usagers, moins de structures pour les agents avec des postes en moins, alors oui la CGT est contre cette forme de rationalisation.

On a supprimé la quasi-totalité des postes du Sud Ardèche et créé un Pôle de Contrôle Unique, le tout avec une gestion quelque peu délicate sur le plan Humain.

Et désormais on démarre l'année avec 5 postes en moins.

Dans quelque temps un SAR SPF s'implantera sur TOURNON alors que le SPF actuel et ses agents seront sacrifiés pour partir sur Privas, sans que les collègues aient la certitude de pouvoir intégrer ce service puisque pas dans les premières priorités.

Vive le côté humain de vos réformes !

Tout cela en remerciement du dévouement, selon les propos de Monsieur FOURNEL, des agents de la DGFIP.

Quelle sympathie et empathie de la part de nos hauts fonctionnaires....

L'état général des services est catastrophique, dans les SIE où la surcharge de travail due au COVID impacte fortement les agents, dans les SIP, où les charges de travail explosent (3677 articles TF par agent à Aubenas, entre 2240 à 2481 sur les autres SIP qui sont pourtant déjà en difficulté), où l'on doit jouer avec la pénurie d'agents, les défaillances de logiciel, et des accueils qui sont ouverts, ou pas ouverts, ou ouvert à moitié !

Aucun centre n'est à la même enseigne en Ardèche, et aucune info fiable n'est disponible afin que les usagers sachent les réels horaires d'ouverture.

Derrière ce sont les agents qui subissent l'énerverment des usagers qui n'y comprennent plus rien, sans parler du 0 809 401 401 qui est difficilement joignable.

Ce CTL n'a donc d'autre but que de valider la répartition des suppressions d'emplois dans notre direction, et de valider la politique de liquidation de notre administration par le DG, ce que nous n'acceptons pas !

Ainsi la CGT Finance Publiques de l'Ardèche ne siègera pas lors de cette deuxième convocation et exige :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- L'arrêt des réformes en cours (NRP, relocalisations, ...),
- La revalorisation du point d'indice
- L'arrêt des embauches de contractuels,
- Le recrutement de titulaires à la hauteur des besoins,
- Le retrait de la loi de transformation de la fonction publique,

**Les élus CGT
Julien PETIT
Valérie TANNAY
Hervé LE DALLIC
Pierre Henri GACHE**